

# Final pour huit explorations dans le concert des nations

## *Allegro ma non trop tôt !*

Cette conclusion récapitule ce qu'il faut retenir de ces huit explorations internationales, avant de proposer une systématisation de l'analogie entre le langage économique et celui de la diplomatie, et d'en approfondir un aspect : la spéculation, phénomène commun aux marchés économiques et aux relations internationales.

On pose que la parole est la *monnaie* de la diplomatie, qu'un conflit résolu est un *marché*, qu'un conflit non résolu est une *dette*, que cette dette peut être à son tour mise en marché et, *last but not least*, que les marchés diplomatiques n'ont pas plus de rationalité que les marchés financiers.

Tandis que les banques ont le pouvoir exorbitant de créer de la monnaie par le crédit, de même mais à l'inverse, c'est la parole diplomatique qui a ce pouvoir exorbitant de créer de la réalité.

On peut en effet distinguer deux modalités de la création de réalité par la parole diplomatique : celle, prédictive, de l'annonce et celle, performative, de la reconnaissance. L'annonce, sans effet immédiat sur le réel, suscite des attentes qui finissent par modifier ce réel. La reconnaissance est une parole performative, qui fabrique de la réalité comme on fabrique de la monnaie, mais tout comme la monnaie, cette réalité, au moment de sa fabrication, apparaît virtuelle, sans existence matérielle immédiate. La reconnaissance par les Etats-Unis de Donald Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël ainsi que le processus de « normalisation » des relations entre ce pays et les monarchies arabes sunnites permettent d'illustrer ce propos. Une déclaration de reconnaissance peut être comparée à un titre de prêt sur un marché financier. Les véritables effets réels de la reconnaissance ne sont pas immédiats, mais différés : ils sont dans la manière dont les autres acteurs vont y adapter leur comportement.

Tout individu ou tout groupe luttant pour faire reconnaître ses droits est un créancier. Chaque conflit a un sens en soi, mais la nécessité d'établir un rapport de forces incite les protagonistes à une sorte de mise en marché, que la métaphore de la « prise d'otage » résume de manière péjorative. Instaurer un rapport de forces, c'est refuser d'attendre du seul bon vouloir de l'adversaire le règlement de sa dette, c'est préférer impliquer des tiers, tout comme, sur le marché financier, un créancier pressé peut céder sa créance à un tiers afin de recouvrer immédiatement son argent.

Toutefois, la mise en marché des conflits n'est pas systématique. La capacité des acteurs à construire un rapport de forces favorable détermine d'abord leur capacité à mettre en marché leur conflit. Elle contribue ensuite à la formation des prix sur ce marché. Ainsi, la société civile birmane semblait avoir réussi, dès la dernière décennie du XXe siècle, à établir un rapport de forces ouvrant la voie à un échange entre « ouverture économique » et « démocratie ». Mais les mouvements de boycott et les sanctions économiques ne suffisaient pas. Bien longtemps, le coût supporté par la junte birmane pour son maintien au pouvoir demeura inférieur au coût que représentait pour elle une renonciation à ce pouvoir. Pour ébranler - même provisoirement - le pouvoir de cette junte, il fallut que des volontés politiques prennent le relais des initiatives de la société civile, afin de renverser les anticipations des acteurs et notamment des entreprises.

Cette volonté politique n'a été ni spontanée ni égale, ni constante.

Enfin, dans la période d'ouverture, l'Armée birmane ne s'acquitta de sa dette que de manière échelonnée et incomplète, avant que le coup d'État du 1er février 2021 ne sonnât comme une rupture brutale du contrat.

Comme dans un cycle économique, la subjectivité des acteurs n'est pas étrangère à l'explication de ces soubresauts. Ainsi les généraux birmans se sont trompés dans leurs prévisions de court terme sur le résultats des élections de 2020 comme ils s'étaient auparavant trompés à long terme sur le véritable impact de la politique d'Aung San Suu Kyi, qu'ils avaient fini par associer au pouvoir en 2015.

Les marchés diplomatiques n'ont pas plus de rationalité que les marchés financiers. Ainsi par exemple, le rendement marginal du coup d'État birman du 1er février 2021 est très faible, mais son coût diplomatique est élevé pour les généraux.

Comme sur les marchés économiques (mais tout particulièrement financiers), la spéculation amplifie les tendances des prix quand elle n'aboutit pas au gonflement de bulles spectaculaires. Elle amplifie les effets réels de la parole diplomatique, en déforme les significations, transformant de menues différences matérielles en véritables contrastes symboliques.

Ces deux ordres de réalité que sont les flux verbaux d'une part (la parole diplomatique et la parole médiatique) et les flux matériels auxquels ils se réfèrent d'autre part, obéissent à des rythmes différents. La seconde catégorie évolue lentement et de manière continue, tandis que la première, semblable au flux monétaire qui peut se contracter ou se gonfler momentanément en-deçà ou au-delà de la quantité de richesses réelles, est sujette aux discontinuités.

Des marchés économiques aux marchés des conflits, on retrouve cette sorte de schizophrénie qui pousse les acteurs à adopter des comportements qui sont en contradiction avec ce qu'ils savent du prix des choses. En diplomatie, chaque acteur connaît les arrière-pensées de tous les autres. Or, il (ré)-agit comme s'il ne les connaissait pas. L'exercice de la « diplomatie sanitaire » dans le contexte du covid-19 permet d'illustrer ce propos. Chaque acteur représentant des pays « bénéficiaires » d'une aide sanitaire est capable d'en analyser les motivations, d'en relativiser le degré de désintéressement : bref, il n'est pas dupe. Mais il semble incapable de ne pas y répondre comme si cette aide était véritablement désintéressée. De même, quand l'Inde se refuse à condamner le coup d'État des généraux birman par peur de les fâcher, chaque partie joue la comédie, l'une en faisant semblant de croire qu'elle va fâcher l'autre, l'autre en lui laissant croire cela.

Sur le marché des conflits, l'équivalent sémantique de la bulle est l'escalade. Aucun des protagonistes d'un conflit n'a intérêt à l'escalade car celle-ci en augmente considérablement le coût pour chacun d'eux. Mais comment reprocher à chacun d'eux, surtout aux plus faibles qui ont à faire valoir leurs droits bafoués, de mettre de leur côté toutes les chances pour y parvenir ? Le spéculateur, lui aussi, agit en fonction d'un autre qu'il ne connaît pas, en l'imitant mais sans adhérer à ce qu'il croit être sa croyance. Et ce faisant, il contribue à gonfler une bulle. Il faut que la bulle éclate pour que l'on redécouvre la vraie valeur des actifs.

De même, l'éclatement des bulles sur le marché des conflits permet de prendre conscience après coup de ce que le coût de ces conflits dépassait la valeur des enjeux. On peut montrer qu'en Birmanie, la situation résultant du coup d'État du 1<sup>er</sup> février 2021 ne correspond en réalité aux intérêts d'aucun acteur. Si les Chinois et les Occidentaux se concertaient, peut-être pourraient-ils ensemble imposer la démocratie en Birmanie, en échange de leur soutien économique. En effet, les généraux birman ne pourraient plus faire jouer la concurrence en remplaçant un investisseur par un autre. Chinois et Occidentaux remporteraient ensemble le *jackpot* : chaque camp pourrait continuer à cultiver en interne une image favorable auprès de son opinion publique sans rien avoir lâché sur le plan de ses intérêts économiques.

Tous les acteurs toucheraient ainsi, selon un vocabulaire issu de la théorie des jeux, la « récompense de la coopération ». Mais, de peur de se contenter du « salaire de la dupe » ou dans l'espoir de gagner seul au détriment de tous les autres (« tentation de l'égoïste »), chacun préfère faire cavalier seul et doit finalement se contenter du lot de consolation que constitue la « punition de l'égoïste ».